

MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA SANTE
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE

PARIS, le 22 Décembre 1989
1 place de Fontenoy 75350 PARIS 07 SP
TEL. 40 56 60 00

Sous-direction de la famille, des accidents
du travail, du handicap et de la mutualité

Bureau P.F.L.
n° 262/G/89

LE MINISTRE DE LA SOLIDARITE,
DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

A

MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA CAISSE NATIONALE
DES ALLOCATIONS FAMILIALES

MESSIEURS LES PREFETS DE REGION

DIRECTIONS REGIONALES
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION REGIONALE
DE LA SECURITE SOCIALE DES ANTILLES GUYANE

MESSIEURS LES PREFETS

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE SOCIALE DE LA REUNION

LETTRE MINISTERIELLE

RELATIVE A L'ALLOCATION DE SOUTIEN FAMILIAL SERVIE, EN TANT QU'AVANCE SUR
PENSION ALIMENTAIRE, AUX ENFANTS MAJEURS ET AUX PENSIONS ALIMENTAIRES FIXEES
PAR DELIBERATION DU CONSEIL DE FAMILLE.

Pour la mise en oeuvre de la loi du 22 décembre 1984, les
précisions suivantes doivent être apportées relatives d'une part à la
situation des enfants majeurs et d'autre part aux tiers recueillants, en
présence de délibérations du conseil de famille.

**1 - Allocation de soutien familial, servie en tant qu'avance
sur pension alimentaire, et enfants majeurs**

La majorité civile est actuellement fixée à 18 ans alors qu'un
enfant peut être considéré, sous certaines conditions, à la charge de sa
famille au sens des prestations familiales jusqu'à son vingtième anniversaire.

.../...

En conséquence, lors de la mise en oeuvre de la loi du 22 décembre 1984 instituant l'allocation de soutien familial, avance sur pension alimentaire, il avait été décidé conformément à la jurisprudence en vigueur, que lorsqu'un jugement en fixation de pension alimentaire - nécessaire pour l'ouverture du droit à la prestation - ne précisait pas que le versement de la pension alimentaire devait se poursuivre au-delà de la majorité (18 ans), le versement de l'allocation de soutien familial s'interrompait à cette date. A charge ensuite, pour le jeune majeur de saisir le juge pour son compte, afin d'obtenir fixation d'une pension alimentaire au-delà de sa majorité. En cas de défaillance du parent débiteur, un droit à l'allocation de soutien familial recouvrable pouvait alors être réouvert.

Cependant deux arrêts récents de la Cour de Cassation (Ch. civile du 8 février 1989) sont venus infirmer la position judiciaire précédemment tenue. Désormais, pour la Cour de Cassation, "l'obligation alimentaire à laquelle les parents sont tenus ne cesse pas de plein droit avec la majorité des enfants". Le jugement antérieur à la majorité fixant une pension alimentaire produit ses effets au-delà des 18 ans des enfants, sauf disposition contraire. Dans ce cas, il revient au débiteur de saisir le juge s'il veut mettre un terme à son obligation.

Il résulte de cette nouvelle jurisprudence d'une part, que dès lors qu'un jugement ne précise pas que l'obligation alimentaire doit cesser à la majorité de l'enfant, le versement de la pension alimentaire doit être maintenu jusqu'aux 20 ans de l'enfant. En cas de défaillance du débiteur, l'allocation de soutien familial, avance sur pension alimentaire, peut donc être versée sur la base d'un tel jugement jusqu'au vingtième anniversaire de l'enfant.

D'autre part lorsqu'un jugement prévoit que le versement de la pension doit cesser à la majorité de l'enfant, il revient le cas échéant au jeune majeur de saisir le juge aux fins de fixation d'une nouvelle pension alimentaire pour que le droit à l'allocation de soutien familial puisse être à nouveau ouvert en cas de défaillance du parent débiteur, sur la base de ce nouveau jugement. Le jeune majeur pourra toutefois être exonéré de l'obligation de faire fixer une pension alimentaire s'il apporte la preuve que son débiteur d'aliments est hors d'état au sens de la circulaire du 15 juillet 1985.

Par ailleurs, lorsque le débiteur d'aliments défaillant a été reconnu hors d'état d'assumer ses obligations au sens de la circulaire du 15 juillet 1985, il convient de rappeler les principes suivants :

- une pension alimentaire a été fixée par décision de justice qui précise qu'elle n'est due que jusqu'à la majorité de l'enfant, compte tenu de la situation du débiteur, cette créance n'a pas été mise en recouvrement et un droit à l'allocation de soutien familial non recouvrable a été ouvert. Ce droit pourra être maintenu dans la mesure où le jeune majeur apporte la preuve que son débiteur est toujours hors d'état ;

.../...

- il en sera de même et dans les mêmes conditions lorsque le créancier d'aliments a été dispensé de l'obligation de faire fixer une pension alimentaire parce que le débiteur était hors d'état. Le droit à l'allocation de soutien familial non recouvrable pourra être maintenu au-delà de la majorité de l'enfant s'il est vérifié que le débiteur se trouve toujours hors d'état d'assumer ses obligations

2 - Allocation de soutien familial et tiers recueillants

Ainsi que le rappelle la lettre ministérielle du 17 avril 1987, les tiers qui recueillent des enfants dont les parents sont défaillants, doivent pour bénéficier de l'allocation de soutien familial recouvrable, engager une action en justice en fixation de pension alimentaire et à cette fin avoir la garde juridique de l'enfant (par délégation de l'autorité parentale, ordonnance ou jugement de placement, tutelle).

Les différentes actions mises à la disposition des parents créanciers pour faire valoir la créance alimentaire due aux enfants, sont également ouvertes aux tiers recueillants. A ces décisions qui permettent l'ouverture du droit à l'allocation de soutien familial en fixant une pension alimentaire, il convient d'ajouter les cas où le tiers recueillant désigné subrogé tuteur de l'enfant dispose d'une délibération du conseil de famille fixant le montant de la pension alimentaire mise à la charge des parents débiteurs. Cette délibération est en effet exécutoire par elle-même (article 1221 du nouveau code de procédure civile) ; sur cette base, une action en recouvrement peut en conséquence être engagée. Le tiers recueillant remplit donc les conditions nécessaires pour bénéficier de l'allocation de soutien familial recouvrable.

*Le Chef de Service
Adjoint au Secrétaire de la Direction*



